

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4fr.

PÓŁROCZNIE..... 8fr.

ROCZNIE..... 15fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4fr.

SIX MOIS..... 8fr.

UN AN..... 15fr.

Etranger:

UN AN..... 18fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Le nouvel Acte austro-allemand

CONCERNANT LE ROYAUME DE POLOGNE

Les lettres autographes des empereurs Guillaume II et Charles I^{er} au sujet du Royaume de Pologne, et le décret ainsi que la note qui les accompagne marquent un nouveau pas fait par les Empires Centraux en exécution de la proclamation austro-allemande du 5 novembre 1916.

La politique de ces Empires conduite jusqu'ici dans le Royaume de Pologne en vertu de cette proclamation a abouti à un incontestable échec : elle eut contre elle, dès la première heure, les partis modérés qui forment la très grande majorité du pays ; plus tard, après l'explosion de la révolution russe, vinrent s'y joindre les éléments radicaux ; l'esprit d'opposition s'empara des Légionnaires ; enfin le Conseil d'Etat lui-même, sentant son impuissance complète, dut se résigner à donner sa démission. On comprit alors à Berlin et à Vienne que la situation actuelle n'était pas tenable ; il fallait ou bien rompre nettement avec les Polonais, ou bien leur faire des concessions. La première alternative, sans compter qu'elle eût compromis les Empires Centraux aux yeux de l'étranger, aurait été fort risquée dans un pays placé immédiatement sur les derrières de l'armée, et dont la population nourrit du reste une aversion innée pour tout ce qui est allemand ; on a choisi la seconde. Il s'agissait évidemment de ce que ces concessions fussent circonscrites dans des limites et des conditions donnant toute garantie aux Empires Centraux. Examinons-les de plus près.

Les lettres autographes des empereurs, constatant l'impossibilité d'appeler un roi sur le trône de Pologne pendant la guerre, l'impossibilité de procéder aux élections d'une assemblée des représentants de la nation, annoncent un gouvernement national, revêtu des pouvoirs législatif et exécutif. En expliquant ensuite le but de cette décision, la lettre allemande parle d'une Pologne autonome, la lettre autrichienne d'une Pologne libre ; elles s'abstiennent l'une et l'autre, conformément à l'acte du 5 novembre, d'employer l'expression « Pologne indépendante ». Elles s'en abstiennent, parce que les Empires Centraux visent à ce que le Royaume de Pologne soit sous leur dépendance militaire et économique, par conséquent indirectement sous leur dépendance politique. Dans la proclamation du 5 novembre il était parlé de l'union de la Pologne avec les Empires Centraux comme condition indispensable ; aujourd'hui, plus diplomatiquement, on parle d'une Pologne « unie par sa propre volonté aux puissances centrales » qui, assure spécialement l'empereur Guillaume II, sont « ses amis fidèles ». Malheureusement les

Polonais doivent se rappeler que la signature de ce même empereur figure jusqu'à ce jour au bas de toute une série de lois exceptionnelles, exterminatrices contre la Pologne prussienne.

Le « gouvernement national », annoncé dans les deux lettres impériales, est plus strictement défini dans le décret et la note où il est question du Conseil de Régence, du ministère et du Conseil d'Etat. Ces deux derniers corps doivent être institués par le Conseil de Régence, avoir l'approbation des autorités d'occupation allemandes et austro-hongroises, et le Conseil de Régence lui-même doit être nommé par les monarques de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Cependant l'opinion publique en Pologne est d'avis que l'expression véritable des sentiments et des pensées de la nation polonaise ne peut exclusivement se manifester que par une Diète issue d'élections libres effectuées sur des principes démocratiques. Les Empires Centraux se refusent à ce que ces élections aient lieu.

Néanmoins, l'annonce de la création des organes sus-mentionnés, revêtus des pouvoirs législatif et exécutif, est par elle-même un progrès en comparaison de l'ancien Conseil d'Etat provisoire à qui n'était attribuée que voix consultative. Toutefois, le pouvoir accordé aux organes polonais est entouré de tant de restrictions en faveur des autorités d'occupation que l'expérience pourra seule démontrer si, en pratique, les lettres patentes du 15 septembre comportent des concessions réelles en comparaison avec ce qui existait jusqu'ici dans le Royaume de Pologne, ou bien si ce ne sont là que des concessions fictives sous une forme d'apparat. C'est sous ce point de vue que sauront, sans aucun doute, apprécier cet acte les Polonais du Royaume qui ressentent la nécessité d'organiser la vie intérieure du pays, mais ne sont nullement enclins à s'engager en faveur des Empires Centraux.

Et maintenant, voici en quoi consistent les restrictions du décret :

1^o Le Conseil de Régence sera nommé par les empereurs en qualité de pouvoir suprême dans le Royaume de Pologne, mais ce pouvoir suprême ne pourra s'exercer que « moyennant garantie des droits internationaux des puissances centrales ».

2^o Le Conseil de Régence nommera le président du Conseil des ministres, mais « les puissances alliées se réservent la ratification de cette nomination ».

3^o Le président du Conseil organisera les ministères chargés de ces affaires de l'administra-

tion qui doivent être confiées aux autorités polonaises, et, en outre, installera les autres autorités, mais « de concert avec les autorités d'occupation ».

4^o Le Conseil de Régence élaborera une loi, en vertu de laquelle sera constitué le Conseil d'Etat (plus nombreux que l'ancien Conseil d'Etat provisoire, et remplaçant la Diète inexistante), mais « moyennant l'approbation des puissances occupantes ».

5^o Le Conseil de Régence ainsi que le Conseil d'Etat exerceront le pouvoir législatif, mais les lois et ordonnances rendues par les autorités polonaises « doivent être préalablement portées à la connaissance du gouverneur général » allemand, respectivement autrichien, et elles « ne peuvent entrer en vigueur que si dans un intervalle de deux semaines aucune réclamation à leur sujet n'a été formulée par le gouverneur ». La compétence législative n'est pas nettement définie par le décret qui ne parle que des « lois et ordonnances concernant les droits et les devoirs des citoyens polonais », ainsi que « des limites fixées par le présent décret et des lois à établir ». En dehors de ces limites qui ne sont pas précisées, le Conseil d'Etat ne pourra pas discuter des propositions de lois qu'« avec l'assentiment des puissances occupantes » ; tandis que le général-gouverneur pourra également promulguer des décrets « après avoir entendu le Conseil d'Etat », ou bien encore, « en vue de garantir des intérêts militaires importants », il pourra promulguer des décrets pressants, indispensables et « ordonner leur publication et leur exécution par les organes politiques polonais ».

6^o La compétence des autorités judiciaires et administratives n'est pas non plus exactement définie. Il est seulement stipulé que leurs fonctions seront exercées par les tribunaux et par les autorités administratives du pays « pour autant qu'elles (ces fonctions) sont confiées au pouvoir public polonais ». En même temps « dans les affaires qui touchent les intérêts des puissances occupantes, le général-gouverneur peut faire contrôler les décisions et les ordonnances au point de vue de la légalité et du droit », en faisant valoir « devant l'instance supérieure, par l'intermédiaire de représentants, les droits et les intérêts éventuellement lésés ». Les fonctions, en dehors des limites imprécisées de la compétence des tribunaux et des autorités administratives polonaises, « seront exercées par les organes des puissances occupantes ».

Les Empires Centraux se sont prémunis de toutes ces restrictions, en se décidant à l'acte

du 15 septembre. De plus elles ont complètement retenu en leurs mains « la représentation internationale du Royaume de Pologne et le droit de conclure des traités internationaux », c'est-à-dire que le gouvernement qui doit être établi n'aura pas sa propre politique étrangère. Il est tout naturel que l'officieuse « Norddeutsche Allgemeine Zeitung » considère que cette condition « va de soi ». Elle n'en est pas moins contradictoire avec la prétention des Empires Centraux de voir le Royaume de Pologne « s'unir par sa propre volonté » avec eux, ce qui, indubitablement, constituerait un acte de politique internationale.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les documents austro-hongrois du 15 septembre, dans la stipulation des droits accordés au Royaume de Pologne, sont d'une rédaction si élastique qu'ils laissent aux Empires Centraux toute possibilité de les mettre en pratique à leur gré.

Mais, il est de toute évidence que le côté le plus faible de ces actes est le silence qu'on y observe quant au territoire de l'Etat sur lequel ce gouvernement polonais doit gouverner, le silence quant à la Pologne autrichienne, et, à plus forte raison, le silence quant à la Pologne prussienne. Or, ce que les Polonais appellent de tous leurs vœux est que l'un des buts primordiaux de la guerre soit l'unification et l'indépendance de la Pologne.

(Agence Polonaise Centrale de Lausanne.)

LES DOCUMENTS OFFICIELS

Le rescrit de Charles I^{er}

L'empereur-roi a adressé au comte Szeptycki la lettre autographe suivante :

Mon cher comte Szeptycki,

En complet accord avec mon auguste allié, S. M. l'empereur allemand, j'ai résolu de poursuivre inébranlablement l'érection de l'Etat polonais conformément au manifeste du 15 novembre 1916 afin de le délivrer de tout joug pesant, qu'il puisse développer dès aujourd'hui victorieusement ses forces nationales, intellectuelles et économiques.

A cause des empêchements provenant des temps difficiles de guerre que nous traversons, il n'est pas possible encore qu'un roi polonais porteur de la noble et glorieuse couronne des Piasts et des Jagellons fasse de nouveau son entrée dans la capitale de la Pologne.

Il n'est pas possible encore qu'une assemblée des représentants de la nation formée d'après les principes démocratiques viennent à Varsovie pour travailler à la prospérité du pays ; mais aujourd'hui déjà, conformément aux vœux de la nation polonaise, des organes revêtus des pouvoirs législatif et exécutif du royaume polonais doivent être créés en remplacement des institutions précédentes, en sorte que désormais le pouvoir, en ce qu'il a d'essentiel, se trouve entre les mains d'un gouvernement national.

Seules les décisions rendues nécessaires par l'état de guerre seront réservées aux puissances occupantes essentiellement d'accord avec les propositions des hommes de confiance du pays.

Puisse cette nouvelle si importante, prise en vue de l'érection définitive de l'Etat polonais, et accompagnée de la bénédiction divine, contribuer à ce résultat que l'avenir de la libre Pologne, unie par sa propre volonté aux puissances centrales, qui l'ont délivrée de l'oppression russe, soit heureux et digne du grand passé de la nation polonaise.

Vienne, le 12 septembre.

Signé : CHARLES.

Le rescrit de Guillaume II

Le Kaiser a adressé au gouverneur-général de Varsovie, von Beseler, une lettre conçue en ces termes :

A mon gouverneur général de Varsovie, le général d'infanterie von Beseler,

Mon illustre allié, Sa Majesté apostolique, royale et impériale et moi, nous avons décidé de poursuivre le développement de l'Etat polonais dont nous avons jeté les bases par une proclamation en date du 5 novembre 1916.

Les dures conditions de la guerre ne permettent ni qu'un roi donne, dès maintenant, un nouveau lustre à l'ancienne couronne polonaise, ni qu'un parlement polonais, élu par le suffrage universel et direct, entreprenne des délibérations pour le bien du pays.

Par contre, nous voulons dès maintenant confier le gouvernement, en ce qui concerne les affaires les plus importantes, à un gouvernement national, tandis que les droits et les intérêts du pays seront remis aux soins d'un Conseil d'Etat établi sur des bases plus larges.

En accord avec les propositions émises par les hommes de confiance de la Pologne elle-même, les deux puissances protectrices ne se réserveront que des droits imposés par les conditions de la guerre.

J'espère que ce nouvel acte, fait dans le dessein de conduire à la réalisation d'un Etat polonais indépendant, sera un gage de bonheur pour le pays lorsqu'il aura reçu tout son développement.

J'espère que la Pologne, dont l'évolution politique, intellectuelle et économique a été grandement entravée par la domination russe, jouira dans l'avenir d'un bonheur et d'une liberté qui puiseront leur force dans l'énergie de ses citoyens et dans l'amitié fidèle des puissances centrales, qui lui accorderont leur appui.

Je vous ordonne de publier, de concert avec le gouverneur militaire austro-hongrois, le décret concernant l'administration du gouvernement dans le royaume de Pologne.

Grand quartier général, 12 septembre 1917.
(Signé) : GUILLAUME, I. R.

Décret du 12 septembre 1917 concernant l'Autorité Publique en Pologne

ARTICLE PREMIER. — § 1. Le pouvoir suprême dans le royaume de Pologne jusqu'à ce qu'il soit assumé par un roi ou un régent est confié dans les conditions garantissant la situation internationale des puissances de l'occupation à un conseil de régence.

§ 2. Le conseil de régence est composé de trois membres qui seront nommés par les monarches des puissances de l'occupation.

§ 3. Les décisions du conseil de régence doivent être contresignées par le ministre président responsable.

ART. 2. — § 1. Le pouvoir législatif est exercé par le conseil de régence avec la collaboration du Conseil d'Etat dans les conditions indiquées par le présent décret et par une loi qui sera ultérieurement promulguée.

§ 2. Dans toutes les affaires dont l'administration n'a pas encore été remise au pouvoir suprême polonais, on ne pourra discuter sur les projets de loi, qu'avec l'approbation des puissances de l'occupation.

Dans ces questions, en dehors des organes du royaume de Pologne, prévus au paragraphe 1^{er}, le gouverneur général pourra jusqu'à nouvel ordre prendre des ordonnances ayant force de loi, mais cependant seulement après audition du Conseil d'Etat. En outre, pour sauvegarder les intérêts militaires importants, le gouverneur général peut prendre les ordonnances nécessaires indispensables ayant force de loi, prescrire leur publication et leur exécution aussi par les organes de l'autorité publique polonaise. Les ordonnances du gouverneur général ne peuvent pas être rapportées ou modifiées par une autre voie que celle par laquelle elles furent promulguées ;

§ 3. Les lois et ordonnances de l'autorité polonaise doivent être soumises au gouverneur de la puissance d'occupation sur le territoire duquel elles doivent entrer en vigueur ; elles ne peuvent entrer en vigueur que si le gouverneur n'élève aucune protestation dans le délai de quatorze jours après qu'elles auront été portées à sa connaissance.

ART. 3. — Le Conseil d'Etat sera formé d'après une loi spéciale promulguée par le conseil de régence avec l'approbation des puissances de l'occupation.

ART. 4. — § 1. Les fonctions de la justice de l'administration dans la mesure où elles sont transférées à l'autorité polonaise seront exercées par les tribunaux et les fonctionnaires polonais ; pour le reste, pendant la durée de l'occupation, par les organes des puissances de l'occupation ;

§ 2. Dans les questions concernant les droits et les intérêts des puissances de l'occupation le gouvernement peut soumettre à l'examen supérieur par appel conforme aux lois les jugements ou décisions rendus par les tribunaux des administrations polonaises et faire défendre par un représentant les intérêts mis en jeu au moment du jugement. Les décisions seront rendues par l'instance supérieure.

ART. 5. — La représentation internationale du royaume de Pologne, la conclusion des accords internationaux ne pourront se faire par l'autorité suprême polonaise qu'après la fin de l'occupation.

ART. 6. — Ce décret entrera en vigueur avec l'installation du conseil de régence.

Comte SZEPTYCKI.
VON BESELER.

Le Conseil de Régence

Le pouvoir et la tâche du Conseil de Régence sont définis comme suit dans l'édit qui a été adressé à la commission du Conseil d'Etat polonais.

Les gouvernements d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne ont soumis à leurs souverains des propositions du 3 juillet 1917, du Conseil d'Etat provisoire sur l'organisation provisoire des autorités polonaises suprêmes.

Sa Majesté apostolique, empereur d'Autriche, roi de Hongrie, et l'empereur d'Allemagne, nous ont chargés de rendre un décret annexe qui fixe les lignes essentielles des institutions constitutionnelles provisoires de l'Etat polonais.

Les gouvernements alliés voient dans un conseil de régence un moyen propre non seulement à donner à l'Etat polonais une représentation généralement reconnue, mais aussi à préparer la monarchie future, car le conseil de régence sera jusqu'à l'avènement du chef de l'Etat le représentant suprême de l'Etat polonais et exercera les droits de souveraineté sous réserve que la situation, conforme aux droits des gens des puissances d'occupation sera sauvegardée.

La première tâche du conseil de régence sera de nommer un ministre président que les puissances centrales se réservent le droit de maintenir dans ses fonctions.

Le ministre président prendra immédiatement toutes les mesures nécessaires pour créer l'organisation de ministères dans ses ressorts dont l'administration est remise à l'Etat polonais et pour régler aussi avec les autorités d'occupation l'organisation des autorités polonaises.

Pour assurer la représentation des désirs et des intérêts de tous les milieux de la population polonaise, le Conseil d'Etat doit revivre sous une forme nouvelle et élargie, avec des droits plus étendus, il est précurseur de la Diète polonaise. Son activité s'exercera dans le domaine législatif.

Alors que l'ordonnance du 20 novembre 1916 n'accorde au Conseil d'Etat qu'une voix consultative, le Conseil d'Etat doit maintenant avoir droit de prendre des décisions dans le domaine législatif. Il sera convoqué pour les sessions par le conseil de régence.

Les droits du Conseil d'Etat et les prérogatives des puissances d'occupation sont précisés dans le décret annexe.

Les puissances alliées comptent que toutes les classes de la population polonaise participeront

activement au développement ultérieur de l'Etat polonais qui se trouve ainsi préparé par la réalisation des idées du manifeste du 5 novembre 1916. Elles espèrent que les négociations qui auront lieu pour tous les détails de l'organisation future suivront un cours rapide et qu'un développement heureux ultérieur des événements les amènera d'une façon progressive à mettre dans les mains polonaises le pouvoir de l'Etat.

BULLETIN

● La cérémonie de lecture des décrets

C'est dans la salle des conférences du château royal de Varsovie que le général von Beseler, assisté de son état-major, et accompagné du chef de l'administration civile, von Kries, a communiqué les rescrits des deux empereurs à la commission chargée des affaires du Conseil National, ainsi que le décret des deux gouvernements adressés à la commission intermédiaire. Le baron Ugren assistait à la cérémonie, comme représentant du ministère des affaires étrangères austro-hongrois, et le baron Bolfras, comme représentant de l'armée autrichienne.

Le baron Konopka, commissaire du gouvernement auprès du conseil national, a lu les trois décrets en polonais.

● La « parfaite loyauté ».

Un télégramme officiel de Berlin fait connaître que l'Allemagne et l'Autriche se sont mises d'accord pour exiger de chaque citoyen polonais qui acceptera de faire partie du Conseil de régence, du ministère ou du Conseil d'Etat une déclaration écrite par laquelle il s'engagera à diriger les affaires de son ressort dans un esprit de parfaite loyauté envers les puissances protectrices de la Pologne, c'est-à-dire l'Allemagne et l'Autriche.

Cette déclaration qui rappelle le serment de fraternité demandé aux légionnaires est une nouvelle violation des droits de la Pologne.

● Les membres du Conseil de Régence.

D'après le *Berliner Tageblatt*, le prince Lubomirski serait nommé président du Conseil de Régence de la Pologne. Il serait assisté du comte Jules Tarnowski (ne pas confondre avec le comte Adam Tarnowski, ex-ambassadeur de l'Autriche-Hongrie à Washington) et du prince Alexandre Druki-Lubecki.

Le prince Lubomirski est le seul candidat qui jouit d'une véritable autorité à Varsovie. Il est un des membres des plus en vue du *Cercle Politique des Partis*, autour duquel, on le sait, se groupent les partis modérés et adversaires de la politique actuelle des Empires Centraux en Pologne. Les deux autres ne sont point populaires en Pologne. Le comte Tarnowski est connu pour son dévouement aux Hasbourg, et le prince Drucki-Lubecki est détesté de ses propres compatriotes pour ses sentiments germanophiles.

D'autre part la *Wiener Allgemeine Zeitung* apprend que le conseil de la régence polonaise se composerait de l'archevêque Kakowski, du prince Lubomirski et du comte Joseph Ostrowski.

REVUE DE LA PRESSE

EN ALLEMAGNE :

Taegliche Rundschau (16 septembre), pangermaniste :

Celui qui, sur les affaires polonaises, pense autrement que le général von Beseler et que M. Helfferich, voit avec résignation l'inévitable s'accomplir.

On nous prépare désillusions sur désillusions, insuccès sur insuccès.

Vossische Zeitung (16 septembre), réactionnaire ; M. Georg Bernhardt :

Il est à regretter que la préparation des actes qui régissent le sort de la Pologne ait été le théâtre de tant de mystères. On s'en tient à l'illogisme qui marquait l'acte du 5 novembre ; ce que l'on accorde aux Polonais n'est rien à côté des espoirs qu'a éveillés en eux la révolution russe, et pourtant ce que l'Allemagne leur accorde — à juger du point de vue réaliste — est énorme ; mais les Polonais ne sont pas des réalistes et la question surtout est grave. Dans quelle mesure peut-on assurer que les Polonais resteront fidèles aux puissances centrales ?

Lokal Anzeiger (16 septembre), conservateur :

Les Polonais n'ont jamais brillé par une grande aptitude aux sérieux examens de conscience. Les deux gouvernements alliés sont allés dans la voie des concessions jusqu'au terme extrême de la conciliation. Ils se sont même montrés accommodants au-delà des limites permises au souci de leur propre intérêt. Or, il faut songer à l'attitude étrange d'une grande partie des Polonais de Galicie, dont le programme comporte la réunion de tous les territoires polonais, y compris la Pologne prussienne et l'abandon au peuple du pays ainsi constitué.

Norddeutsche Zeitung (16 septembre) :

La constitution que reçoit actuellement la Pologne est un produit de la guerre ; elle peut préparer un développement ultérieur, mais on ne peut pas le fixer définitivement dans ses détails.

Ce ne sera qu'à la conclusion de la paix que se décidera sous quelles formes et dans quelles conditions définitives la vie constitutionnelle des gouvernements généraux actuels trouvera une expression durable.

Ce n'est qu'alors que les liens véritables des Etats entre eux, leurs relations et leur orientation trouveront en Europe de fermes fondements.

Münchener Neueste Nachrichten (16 septembre), pangermaniste :

Les puissances centrales viennent de procéder à un nouvel acte d'extrême confiance vis-à-vis de la Pologne ; et pourtant, on peut dire que, depuis le décret du 5 novembre 1916, la Pologne ne s'est pas beaucoup efforcée, par son attitude, de gagner cette confiance. Malgré cela, on chercherait vainement dans l'histoire l'exemple que, pendant une guerre, on ait été aussi loin pour satisfaire les vœux d'indépendance d'un peuple. Nous aurions pu, à juste titre, nous sentir fatigués de nos efforts pour créer une Pologne indépendante, en présence des difficultés et de la mauvaise volonté auxquelles nous nous sommes heurtés et les Polonais n'auraient eu aucun motif de se plaindre.

Après deux ans d'occupation et surtout durant ce dernier semestre, nous avons eu des preuves si évidentes de l'hostilité polonaise, que nous nous demandons vraiment sur quoi les puissances centrales fondent la confiance qu'elles leur accordent. La grande majorité de ce peuple a tout fait pour rendre notre tâche ingrate et difficile. Leur mauvaise volonté n'a pas été seulement passive, elle a été parfois une hostilité déclarée. Ils n'auraient donc pas à se plaindre si nous nous déclarions fatigués de cette hostilité ouverte.

Frankfurter Zeitung (16 septembre), libéral :

Les nouveaux décrets sont de nature à faire naître maintes appréhensions, mais il faut espérer que ces décrets donneront aux gouvernants allemands plus de force vis-à-vis des autres Etats de l'Europe centrale, qui sont par trop enclins à faire passer après certains autres intérêts ceux essentiels qu'a l'Allemagne à la solution du problème polonais.

Vorwaerts (16 septembre), socialiste :

Le commentaire fait par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* contient une critique involontaire, mais d'autant plus juste, de toute notre politique antérieure en Pologne et aussi des derniers décrets : ce qu'on donne aux Polonais n'est que légitime ; il est impossible, par contre, de vouloir leur imposer, en outre, des obligations unilatérales. Cela amène à considérer tout ce qu'on fait comme un simple provisoire ; on devait éviter même l'apparence d'avoir voulu prescrire aux Polonais leur forme d'Etat, ou les alliances qu'ils doivent chercher de tel ou tel côté.

La libération de la Pologne et la disparition des antagonismes russo-allemands ne peuvent se faire que par une paix d'inspiration démocratique.

FEUILLETON DE POLONIA, DU 22 SEPTEMBRE 1917

Les Souvenirs Polonais dans le Blésois

En France, parfois, les Polonais peuvent ne pas se sentir tout à fait exilés, tant les souvenirs de leur Patrie sont nombreux sous leurs pas. Sans parler de Montmorency qui est presque un coin de terre polonaise, de Nancy et de Lunéville, où un Polonais a laissé les plus purs monuments de l'art du XVIII^e siècle, il est des endroits de la campagne française, sur lesquels des souvenirs de Pologne, moins connus peut-être, répandent un charme profond. En suivant les jolies routes blondes qui traversent les forêts de Sologne, on est tout étonné de lire, sur le blanc poteau indicateur : « route du roi de Pologne », et ailleurs : « carrefour du roi Stanislas ». C'est que nous sommes dans les bois de Chambord, et ce château qui a vu toutes les magnificences de François I^{er} et de Louis XIV, n'a pas gardé de tous ceux qui l'ont habité, d'image plus vivante que celle de l'ancien palatin de Posnanie.

Dès que la princesse Marie eut épousé le roi de France, en 1725, Stanislas Leszczyński vint habiter Chambord, avec sa femme Catherine Opalińska. Cette résidence royale que Louis XV avait mise à leur disposition abrita ces premiers exilés polonais pendant huit ans, jusqu'en 1733 au moment où la guerre de la succession de

Pologne entraîna Stanislas dans de nouvelles et périlleuses aventures. Mais ce séjour de huit années, bien court cependant, permit à Stanislas de montrer aux habitants du Blésois ces sentiments de bonté et d'humanité qui devaient, plus tard, rendre sa mémoire immortelle dans le duché de Lorraine. Il était déjà « Stanislas le bienfaisant » et, il est très curieux et particulièrement intéressant pour nous, Polonais, de penser que, parmi tant de personnages illustres qui ont traversé Chambord, le nom d'un roi de Pologne est le seul auquel se soit attachée la reconnaissance populaire. Aujourd'hui encore, dans cette région du Blésois, des vieillards ont pu me dire qu'ils avaient connu, dans leur enfance, d'autres vieillards dont les parents avaient reçu des témoignages de la charité du souverain polonais ; ainsi, par cette voie de la tradition, plus facile à retrouver dans la campagne où les choses changent si peu, la personnalité de Stanislas paraît toute proche et accueillante. Une habitude du roi était particulièrement touchante et les registres d'état civil de Chambord en donnent la preuve irréfutable : quand un enfant pauvre naissait dans le pays et que les parents ne savaient pas trop quel parrain choisir, Stanislas demandait qu'on s'adressât toujours à lui, et le roi et la reine étaient ainsi les parrains et marraines « d'office » de tous les misérables de Chambord et des environs. Stanislas, dans un sentiment de fidélité pour sa patrie lointaine, exigeait seulement qu'on leur donnât des prénoms polonais et c'est ainsi qu'on voyait encore,

il y a quelque cinquante ans, dans ce coin du Blésois, des filleuls de filleuls du roi de Pologne qui, en son honneur, portaient des prénoms bien étranges, au milieu de cette Sologne un peu perdue.

Stanislas voyait dans ces « parrainages », un acte religieux aussi bien qu'un acte bienfaisant, il en faisait une charité spirituelle, aussi bien qu'une aumône temporelle et il apprenait ainsi à la France la manière dont on traitait les petites gens en Pologne. Ceux qui, depuis, ont dit tant de sottises sur l'inhumanité et l'orgueil des gentilshommes polonais vis-à-vis de leurs serfs, auraient fort bien fait de venir méditer quelque peu sur la vie de Stanislas Leszczyński à Chambord.

Stanislas, bien qu'exilé, chercha aussi à améliorer la propriété qui l'avait accueilli : A cette époque, la petite rivière du Cosson baignait le pied du château ; l'eau qui emplissait les douves, ne s'écoulant que difficilement, exhalait des miasmes malsains et, dans cette terre qui ne s'y prêtait que trop, tendait à ramener tous les dangers des anciens marécages. Le roi de Pologne fit combler ces douves et détourner le cours du Cosson qui coule maintenant, clair et limpide, à quelques cent mètres du château. Stanislas s'occupa aussi de la forêt ; par son ordre, des routes furent tracées et ces routes, portant son nom, mettent sur cette terre d'exil comme un reflet lointain du visage de la Patrie. On retrouve aussi, dans le château même, le souvenir de la femme de Stanislas, et d'une façon assez originale : Il

Münchener Post (16 septembre), socialiste :

La souveraineté du nouveau gouvernement est considérablement réduite du fait des pouvoirs extraordinaires conférés aux autorités militaires allemandes et austro-hongroises.

EN FRANCE :

Le Temps (17 septembre) :

Les empereurs d'Allemagne et d'Autriche viennent d'octroyer au royaume de Pologne un nouveau rescrit, suivi d'un nouveau décret. Ces documents, annoncés depuis plus d'un mois, ne donnent encore au royaume ni un roi, ni des frontières, ni une souveraineté intérieure, ni une représentation diplomatique au dehors. A cela près, les deux empereurs se vantent de « poursuivre le développement de l'Etat polonais » et d'apporter « un gage de bonheur pour le pays ». Entre les paroles des envahisseurs et leurs actes, le peuple polonais jugera.

Nous ne connaissons pas encore toutes les décisions que l'Allemagne et l'Autriche ont prises à propos de la Pologne, mais il en est une qui apparaît clairement : aidés peut-être par quelques privilégiés, les deux empereurs vont essayer de gouverner la Pologne contre le peuple polonais.

Le Journal (16 septembre) :

Ce geste théâtral consacre la servitude de la malheureuse Pologne, ombre de royaume sans frontières et sans institutions propres, que gouverneront, pour le compte des deux kaisers, des ombres de régents. Aussi la déception est-elle grande dans les milieux polonais de Suisse, où la propagande autrichienne avait laissé espérer une constitution démocratique.

Excelsior (16 septembre) :

La nouvelle organisation que l'Allemagne et l'Autriche veulent appliquer à la Pologne ne servira qu'à souligner l'échec de leur politique et n'a pas plus de chances que la première d'être bien accueillie par les Polonais. Le précédent conseil d'Etat installé sous l'égide des empires du Centre a fait un lamentable fiasco. Il s'est vu abandonné de tout le monde, renié par les partis nationaux, et l'arrestation de Pilsudski lui aura porté le dernier coup.

Désormais, l'expérience est faite. La Pologne n'a pas confiance dans ce qui lui vient d'Allemagne, et elle sait que sa cause est unie à celle des Alliés. La constitution remaniée que les conquérants germaniques lui apportent ne changera pas ses sentiments.

L'Action Française (17 septembre), J. B. :

Dès les premiers jours des hostilités on a parlé de la Pologne. On en parle toujours et l'on en parlera encore. C'est pour les Empires du Centre une source de difficultés qu'on serait tenté de dire inépuisable si l'une des certitudes de cette guerre n'était pas qu'elle apportera l'indépendance de la Pologne.

Dix mois après la proclamation du 5 novembre 1916, l'Allemagne et l'Autriche se sont trouvées en présence d'un tel échec de leur tentative d'organisation de la Pologne

existe une petite pièce d'un style renaissance très pur, sur la vitre de laquelle la tradition veut qu'aient été écrits par François I^{er} les mots fameux « souvent femme varie, bien fol est qui s'y fie ». C'est cette pièce qui est surtout connue, dans Chambord, sous le nom d'« Oratoire de la reine de Pologne ». Lumineuse et retirée, elle plût à Catherine Opalińska qui aimait à y venir prier. Aussi peut-on dire que les prières de cette Polonaise exilée ont chassé, là, des ombres trop légères et que, plus que les femmes pour qui ces mots ont été écrits... et effacés, c'est elle qui a laissé son empreinte sous l'élégante voûte fleur-delysée.

En 1738, le seigneur de Chambord, Stanislas devint duc de Lorraine, et le grand château des Valois retomba dans sa morne solitude ; en 1748 lui arriva un nouveau maître dans la personne de Maurice de Saxe auquel Louis XV offrait Chambord, en récompense de ses services. Bien que le grand homme de guerre ait été fils d'un roi de Pologne, il n'était pas de sang polonais et ce n'est pas à ce titre qu'il nous intéressera. Mais, dans ce Chambord où il devait passer les deux dernières années de sa vie, « de ce rêve qui — dit-il au moment suprême — avait été, pour lui, si beau, mais si court », il avait tenu à s'entourer de ce qui avait été la grande passion de toute son existence : l'armée, la guerre... Il avait réuni à Chambord des soldats venus de tous les coins de l'Europe, mais par-dessus tout, son génie militaire avait reconnu les qualités guerrières des Polonais et il gardait toujours près de lui un

occupée qu'elles ont dû rétablir sur d'autres bases le prétendu Etat autonome auquel les Polonais ont tourné le dos. Le détail de cette nouvelle constitution importe peu : elle a encore moins de chances de durée que l'autre, car elle n'offre pas plus de garanties aux intéressés.

EN ITALIE :

Il Corriere d'Italia (16 septembre), officieux du Vatican :

Comme en novembre dernier, les empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie concèdent volontiers aux Polonais, qui étaient soumis à la domination russe, des droits nationaux dans une certaine mesure, mais ils oublient que d'autres fractions de cette nationalité sont sous leur propre domination, et que la reconnaissance des droits de la Pologne russe constitue une condamnation de la conception selon laquelle ces mêmes droits sont refusés à la Pologne autrichienne et à la Pologne allemande.

EN SUISSE :

Journal de Genève (16 septembre), M. Edmond Privat :

Si l'Entente est en mesure de garantir aux Polonais le rétablissement d'un grand Etat indépendant, comprenant la Posnanie et l'accès à la mer, il serait bon qu'on le sût à Varsovie, où l'archevêque Mgr Kakowski, le maréchal de la couronne Niemojowski et le président de la ville prince Lubomirski forment désormais un conseil de régence, seul en face d'écrasantes responsabilités.

Journal de Genève (18 septembre), M. William Martin :

Nous ne sommes pas disposés à traiter légèrement les initiatives des puissances centrales dans la question polonaise. La dernière, venant après celle du 5 novembre, est fort importante, avouons-le franchement. L'une et l'autre forment des précédents, en deçà desquels l'Europe, lorsqu'elle réglera la question polonaise sur une base vraiment internationale, ne pourra en aucun cas rester. Elles sont des jalons qui marquent des étapes. C'est leur valeur et leur portée. Mais entre la borne kilométrique que franchit aujourd'hui l'Etat Polonais et sa vraie liberté, il y a encore un fossé profond ; l'Entente saura-t-elle jeter à temps sur cet abîme un pont solide ?

National Zeitung (16 septembre) :

La nouvelle proclamation relative à la Pologne voudrait laisser l'impression qu'elle donne la liberté aux Polonais, mais en réalité elle n'accorde absolument rien.

Cette proclamation est un signe évident que l'Allemagne a pris en main la direction diplomatique de tous les Etats Centraux.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés des départements et de l'étranger dont l'abonnement expire le 30 septembre de vouloir bien nous adresser sans retard leur renouvellement afin d'éviter toute interruption dans la réception de notre revue.

régiment de « Uhlans » de Pologne, coiffés de « turbans », dit un auteur du temps ; chaque jour, il les faisait manœuvrer sur l'esplanade qui précède le château. Nulle distraction ne lui semblait supérieure à celle-là.

Maurice de Saxe avait aussi amené un grand nombre de « chevaux d'Ukraine », demi-sauvages, et qui, si différents des chevaux du pays, frappaient d'étonnement les paysans des environs, surtout quand on les voyait si vite dressés et si admirablement montés par les cavaliers polonais. En 1750, Maurice de Saxe fut mystérieusement blessé à mort dans le parc de Chambord ; son neveu et héritier, le comte de Priesen, dispersa aussitôt les soldats et les chevaux de Pologne qui n'ont fait que passer, comme dans le galop d'une belle chevauchée, à travers les forêts du Blésois.

A Blois même, nous retrouvons l'ombre d'un grand Polonais, non pas apportée par lui, mais seulement par la femme qu'il a aimée : Marie-Casimire de La Grange d'Arquien, la chère Marysienka de Sobieski est venue mourir au château de Blois, où elle n'est restée que deux ans, de 1714 à 1716. Près de ce fleuve de Loire sur les bords duquel elle était née, la femme de Sobieski passa les derniers mois de son existence ambitieuse et tourmentée ; après la mort de Sobieski elle était allée vivre à Rome, auprès de son père, cet étrange marquis d'Arquien, gentilhomme de la chambre de « Monsieur », qui finit cardinal. Elle voulut ensuite revenir en France et c'est un modeste curé de campagne des environs de

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Troubles graves dans la légion polonaise (corps auxiliaire Polonais) à Przemysl.

Les légionnaires polonais, originaires de la Galicie et de la Silésie de Cieszyn, ainsi que les peu nombreux légionnaires qui avaient prêté serment sur l'ordre du Conseil d'Etat provisoire, ont été transférés à Przemysl. De là, après quelques semaines d'exercices, ils devaient être envoyés sur le front sud-oriental. Cependant, peu de temps après leur arrivée à Przemysl, des troubles graves se produisirent dans la Légion, troubles causés, à ce qu'on dit, par un conflit entre officiers allemands et officiers polonais. Les journaux de Cracovie, tout en déclarant expressément qu'il ne leur est pas possible de parler des incidents eux-mêmes, informent que M. Lazarski, président du Club polonais de Vienne, et le député Moraczewski, ancien officier de la Légion, se sont rendus à Przemysl. Ces députés ont conféré longuement avec le colonel Zieliński qui remplit les fonctions de commandant de la Légion. Les journaux de Cracovie ne donnent pas de détails sur cette conférence, mais ils citent trois faits caractéristiques, à savoir : l'établissement de tribunaux de justice militaire sommaire dans toutes les formations de la Légion ; le licenciement de tout le quatrième régiment d'infanterie, ce qui entraînera une nouvelle révision des militaires licenciés et leur incorporation dans l'armée autrichienne ; enfin, la reprise de la dénomination officielle de « Corps auxiliaire polonais » (K. und K. Polnisches Hilfskorps), en lieu et place du nom de « Légion polonaise ». D'autres journaux signalent que les régiments autrichiens en garnison à Przemysl, surtout le 43^e d'infanterie, ont reçu l'ordre « d'appliquer dans la Légion les mesures disciplinaires nécessitées par les circonstances ». On fait savoir aussi que le général-major Schilling, de l'armée autrichienne, est nommé Commandant en chef de ce « Corps auxiliaire ».

— Attitude des partis polonais nationaux en Galicie.

Certains journaux ont annoncé de Cracovie que le Parti socialiste polonais de Galicie a rappelé ses délégués du Comité national polonais. Or, il convient de mentionner qu'il s'agit ici du Comité dit « National Suprême », lequel oppose au programme national de l'indépendance d'une Pologne unifiée, avec accès à la mer, le programme étroit de la proclamation austro-allemande du 5 novembre. Les larges masses de la nation polonaise ne considèrent ce Comité ni comme « Suprême », ni comme « national », attendu qu'il est uniquement composé des représentants de deux partis gouvernementaux. Outre les socialistes, les autres partis nationaux les plus influents, à savoir : le Parti populaire polonais, la Démocratie nationale et l'Union nationale, ainsi que d'autres groupements politiques, comme entre autres, le parti des progressistes radicaux, n'ont pas de délégués au sein de ce Conseil.

Blois qui nous apprend dans des « souvenirs » encore inédits le motif de sa décision : « La reine de Pologne, femme de Jean Sobieski, vient habiter Blois ; comme elle a de grosses rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, elle préfère ne pas s'éloigner de la capitale. » Ainsi c'est bien toujours la Marysienka avide, intéressée et intrigante d'autrefois qui entre dans ce palais où tant d'autres femmes célèbres l'ont précédée. Mais ce qui est plus curieux, c'est que, dans les traditions de l'histoire locale du Blésois, elle apparaît avec un caractère tout différent. On ne parle que de sa bonté, de sa charité, de son amour de la solitude et de la retraite. D'après des témoignages si différents, que doit-on croire ? Quoi qu'il en soit, la belle Nivernaise que le « héros sarmate » avait adorée, mourut dans ce château de Blois, là même où Valentine de Milan, Anne de Bretagne, Claude de France, Catherine de Médicis, avaient aussi fermé leurs yeux pour toujours, et le cœur de Marysienka, ce cœur pour la conquête duquel Sobieski aurait sacrifié tous les royaumes de la terre, repose à Blois, dans l'ancienne chapelle des Jésuites, à côté du cœur de la Grande Mademoiselle... par delà la mort, les « Précieuses » ont pu se retrouver. Après la reine de Pologne, nul ne séjourna plus dans le château, c'est elle qui, la dernière, mit un peu de vie, un peu de sa vie frivole, et légère, parmi les vieilles pierres de Louis XII et de François I^{er}.

Anne-Marie GASZTOWTT.

ZIEMIE POLSKIE

Awantura Kornilowa skończyła się zupełnym fiaskiem. Aby się podobne przedsięwzięcie mogło udać, należałoby znaleźć choć kilka dywizji nie zdemoralizowanych, na które możnaby liczyć. Otóż zdaje się, że Kornilow nawet tego nie znalazł.

Może to i lepiej, gdyż, jak głosi prasa lewicowa, miał kozacki generał bardzo radykalne zamiary. Jednocześnie z jego zamachem, zniknął z Krymu wielki książę Mikołaj, więc krążą pogłoski, że Kornilow chciał go wsadzić na tron carski.

Dnia 16 września Rząd Tymczasowy z Kiereńskim na czele proklamował Rosję Rzeczpospolitą.

— Odezwa do narodu w Poznańskim.

Natychmiast po nadejściu do Poznania wiadomości o uwięzieniu Józefa Piłsudskiego, Zarząd Rady Narodowej w Poznaniu oraz Komitet Jubileuszowy, złożony z 400 najwybitniejszych obywateli Zaboru Pruskiego z arcybiskupem Poznańsko-Gnieźnieńskim na czele, wydały następującą odezwę do całego Narodu Polskiego, odezwę, którą dzienniki poznańskie pomieściły równocześnie z ponurą wieścią warszawską:

« W chwilach przełomów dziejowych Opatrzność zsyła narodom męża — co obdarzeni mocą przenikania tymczasowych mroków — wiedzą je świetlanym szlakiem ku przyszłości jasnej, promiennej.

« Takim mężem opatrnościowym jest Tadeusz Kościuszko.

« On sprawił, że gdy przemoc zewnętrzna Polskę bez rozgłosu do grobu wtrącić pragnęła, imię jej zabłysło dawną świetnością i chwałą.

« On sprawił, że cudowny źródło bohaterstwa wytrysnęła z pod chłopkiej sukmany, że Ojczyźnie z czarnej ziemi wyrósł nowy legion obrońców. On sprawił, że w czyn zamieniły się wskazania wielkiej Konstytucji.

« On o wiek cały wyprzedził ludzkość, a hasła, za które, z imieniem Polski na ustach, walczył na obu półkulach, hasła podniesienia i oswobodzenia ludu, równouprawnienia wszystkich stanów, uszczęśliwienia całej ludzkości, dziś dopiero największe świętą tryumfy.

« Odszedł przed wiekiem, żywie jednak w nas, bo z ducha był narodu. Żywie, bo był tą siłą niespożyta, co przez pokolenia trwa i broni, co podnosi wyżej, ku najszczytniejszym ideałom, co daje hart wytrwania w obronie świętej idei.

« Dziś, za zmiłowaniem Bożem Polska, Zmartwychwstająca zabiera się uczcić w stuletnim obchodzie pamięć wielkiego bohatera.

« Do hołdu więc wzywamy.

« Niechaj nie będzie serca polskiego, które z okazji setnej rocznicy zgonu Tadeusza Kościuszki nie dozna wszystkich tych uczuć, co rozpłomić się winny na wspomnienie jego przysięgi, na wspomnienie Racławic i Maciejowic. Niechaj nie będzie ni miasta ni sioła, gdzie na uroczystych obchodach narodowych nie uczczonoby jego pamięci.

« Świętem tem cała Polska złączyć się winna w wspólnym hołdzie. »

Zarząd Rady Narodowej:

Ludwik Mycielski. — Ks. dr. Antoni Wolszlegier. — Dr. Bolesław Kryswiewicz. — Władysław Grabski. — Dr. Felicjan Niegolewski.

Komitet Jubileuszowy:

Arcybiskup Edward Dalbor. — Teodor Adamczyk z Borninghausen. — Ks. kanonik Adamski z Poznania. — Ks. Walerjan Adamski z Poznania. — Bohdan Amrogowicz z Rzeszyńska. — Dr. Kazimierz Bojanicki z Poznania. — Szczepan Barañczyk z Kręgocina i t. d. (czterysta nazwisk).

— Na Wołyniu.

Większe gospodarstwa rolne w obu okupowanych przez Austro-Węgry powiatach wołyńskich, t. j. włodzimierskim i kowelskim, są kompletnie zrujnowane. Jeden jest tylko folwark posiadający 15 koni, pozatem folwarki 20 i 30 włókowe (600 — 900 mórg) posiadają po 2 do 6 koni. Obsiane są zatem tylko minimalne przestrzenie, a setki tysięcy morgów leżą odłogiem. Do odwrotu z pod Lucka w 1916 r. stosunki przedstawiały się o wiele lepiej, gdyż dopiero wówczas zarekwirowano prawie wszystkie konie. Stosunki w drobnej własności są pod tym względem trochę znośniejsze.

Ceny za rekwirowane przez władze zboże były śmiesznie niskie: za centnar owsa i jęczmienia liczone w pow. włodzimierskim 20 kor. (kowelskim 22, w Królestwie, w okupacji austrojęckiej 32). Za centnar żyta 24 k., pszenicy 29, ziemniaków od 3 k. 50 h. — 4 kor. Kwity rekwizycyjne za zboże i bydło zarekwirowane w 1915 r. wypłacane są tylko za specjalnem zezwoleniem 4-ej armii. Za konie kwity wogóle nie są płacone. Rekwizycji podlega wszystko: od siana, zboża, nawozu, do pokrzywy. Ludność obowiązana była zbierać bezpłatnie i dostawiać do posterunków żandarmerji pokrzywę, a ostatnio korzenie paproci.

Lasy rządowe są wycinane (prywatne jedynie w pobliżu linii bojowej), a tylko dalej na zachód zostały oszczędzone.

Evakuowanych z linii bojowej w zachodniej części Wołynia znajduje się jeszcze kilka tysięcy. Nie otrzymują oni żadnych zasilków ze strony rządu (w Królestwie ci, którzy byli ewakuowani z Wołynia, dostają tam z generał-gubernatorstwa od 60 hal. do 1 kor. dziennie zapomogi na głowę).

Po wsiach, zboża i ziemniaków ledwie na własne potrzeby rolnikom wystarczy.

Ogłoszenia urzędowe są w 3 językach: w komendzie obwodowej Mściągskiej w niemieckim, polskim i rusińskim, zaś w mieście Kowlu w niemieckim, czasem polskim lub rosyjskim, a zawsze — żydowskim. Sądów żadnych (prócz jednego pseudo-sądu bez żadnej procedury w Maciejowie) dla spraw cywilnych niema.

Ogólnie można powiedzieć, iż życie gospodarce zamarło, i jest podcięte wojną aż do korzeni.

— Handel kartkami żywnościowymi.

Plac Trzech Krzyżów w Warszawie stał się od pewnego czasu istną giełdą, na której dokonywane są okazałe obroty kartkami żywnościowymi. Liczne zgraje wyrostków atakują przechodniów, proponując kupno kart chlebowych, cukrowych i kartoflanych nadmieniając, że nabywają karty nawet z minionych okresów. Spekulacja ta wymierzona jest w pierwszą linię przeciw najbiedniejszym, którzy za marne grosze wyzbywają się kart, by następnie kupować ten sam towar po cenach spekulacyjnych.

— Serce Kołataja.

W *Gazecie Radomskiej* p. Szczepny Jastrzębowski zamieścił wielce interesującą opowieść o sercu Kołataja, która dotychczas wskutek warunków cenzuralnych publikowaną być nie mogła.

Serce to spoczywa w Wiśniowej pod Staszowem, w ziemi sandomierskiej, w podziemiach świątyni. Opowieść o niem pochodzi z ust starszuszka zakrystjana.

« Serce to — opowiada p. Jastrzębowski — które niedługo tak silnie i gorąco biło dla ojczyzny, obecnie spoczywa zesznięte w zapomnieniu, na warstwie torfu w słoju szklanym, zamkniętym w dwóch skrzynkach: ołowianej i drewnianej.

« Gdy przed dwudziestu kilku laty ów szczątek serca Kołataja oglądał, zauważyłem na niem, jakby znak ukąszenia. Zapytany starsuszek odrzekł: « Gdy podczas powstania styczniowego wpadli do Wiśniowej Moskałe i płaćrować poczęli, kilku z nich zaszło także na plebanję, gdzie, rabując, spostrzegli wówczas na oknie skrzynkę ze słojem, w którym spoczywało serce Kołataja, pogrążone w spirytusie. Żołnierze po otworzeniu skrzynki poczuli woń dla nich miłą. Sądząc, że to nalewka, rzucili się na słoję i całą jego zawartość z najwyższą przyjemnością wypili. Jeden z rabusiów zapuścił zęby w sercu Kołataja i kawałek z niego ukąsił. Lecz widocznie nie znalazł smaku w sercu Polaka, bo splunął, zaklął brzydko i rzucił je z powrotem do słoja, w którym dotychczas spoczywa. »

— « Teatry polskie w Warszawie ».

Pod powyższym tytułem ukazał się w Warszawie oddawna zapowiadany rocznik teatralny, będący odbiciem życia i ruchu naszych teatrów (szczególnie miejskich) za okres 1915-1916 lat. Wydawnictwo rozpoczyna przegląd teatralny

pióra Kazimierza Zalewskiego, a dalej następuje szereg artykułów fachowych: Adama Dobrowolskiego, Bolesława Gorczyńskiego, M. Rulikowskiego, L. Śliwińskiego, Ad. Starkmana, J. Czemińskiego, J. Kotarbińskiego, A. Zelwerowicza i J. Boczkowskiego. Książka obfituje w mnóstwo sylwetek artystów i artystek wraz z ich portretami, a pod względem zewnętrznym przedstawia się bardzo okazale.

— Konkurs na markę pocztową.

Warszawskie Tow. artystyczne zawiadamia ogół artystów z upoważnienia p. szefa administracji cywilnej, o konkursie na marki pocztowe polskie na następujących warunkach:

Prace powinny być nadesłane odrazu w formie skończonej. Konkurs obejmuje całą serję projektów na marki, składającą się z 4-ch rysunków. Wszystkie cztery rysunki wykonać należy czarnym tuszem lub sepią: technika dowolna. Na rysunkach należy umieścić napis: « Królestwo Polskie » z uwzględnieniem miejsca na oznaczenie wartości np. 10 fen. Marka pocztowa Królestwa Polskiego musi mieć bezwarunkowo charakter wyraźnie polski.

— Beseler w chederze.

« *Jidisze Wort* » donosi, że niedawno do chederu przy ul. Św. Jerskiej przybyli: gen.-gub. warszawski v. Beseler, jego brat, pruski minister sprawiedliwości i inne osoby urzędowe. Goście zadawali pytania uczniom; 10 letni chłopak dawał objaśnienia co do prawa spadkobrania u Żydów. Na prośbę gen.-gub. v. Beselera, melamed. miał wykład talmudu w języku polskim.

— Ukraińcy na Podlasiu.

« *Głos* » warszawski pisze: W Białej Podlaskiej wychodzi ukraińskie pismo p. t. « *Ridne Stowo* ». Treść tego pismka tłumaczy dostatecznie jego tendencje i cele.

Ze słowa wstępnego od redakcji dowiadujemy się, że gazeta przeznaczona jest dla « zachodniego zakątka Ukrainy — Podlasia i Chełmszczyzny », że zadaniem jej będzie przede wszystkim niesienie oświaty i świadomości narodowej, zbudzenie ludu ze snu odwiecznego, podniesienie z bagna, w które wdeptali go obcy — Moskałe i Polacy.

Artykuł o « granicach państwa ukraińskiego » opisuje « zachodnią część Ukrainy: Podlasie i Chełmszczyznę ». Przyznaje, że oprócz Ukraińców — mieszkają tam jeszcze Polacy i Żydzi. Ubolewa, że lud ukraiński biednieje, bo wielkie posiadłości znajdują się w rękach obcych, przeważnie panów — Lachów; że szkoła była tam dotąd tylko moskiewsko-polska. Przypomina, że Moskałe chcieli przerobić Ukraińców na Rosjan, a panowie polscy marzyli o « Polsce historycznej ». Panowie się bili, a chłopom łby trzeszczały. W artykule: « Mowa nasza » czytamy o nienawiści i pogardzie, jaką żywili względem chłopów Ukraińców panowie Lachy i urzędnicy moskiewscy.

W feljtonie « Między obcymi », autor łamie ręce nad dolą chłopca - Ukraińca, którego ojciec służył w « Moskalach », a który, wypędzony burzą wojny z chaty pod Pińskiem, dostał się pod opiekę polską do szkoły polskiej, z nauczycielką panną - Polką... I płacze nad losem takich polszonych, kaleczonych dzieci...

— XX-lecie Pogotowia Ratunkowego.

W końcu lipca minęło lat 20 od chwili, kiedy Warszawa uzyskała instytucję tak pożyteczną, jaką jest Pogotowie Ratunkowe.

Garść ludzi, rozumiejąca dokładnie potrzebę i konieczność stacji ratunkowej, musiała ponieść niejedyn trud, zwalczyć niejedną przeszkodę, aby zamiar swój w czyn wprowadzić. Pierwszym z tych, którzy na wzór miast zachodu zaczęli dążyć do otwarcia stacji ratunkowej w Warszawie, był obecny jej prezes, dr. Józef Zawadzki. Nie on jeden zresztą. Gorliwym rzecznikiem tej samarytańskiej idei był s. p. Konstanty hr. Przeździecki, który położył niemałe zasługi przy otwarciu Pogotowia i jemu właściwie Pogotowie zawdzięcza swoje istnienie.

Najintensywniejsza działalność Pogotowia przypada na okres rewolucyjny od r. 1904 do 1907.

Ogólną ilość wezwań Pogotowia, da się według typu wypadków podzielić następująco: wypadków chirurgicznych 149.620, wewnętrznych 34.783; samobójstw 7.357; obłąkań 420; porodów 1.096.

Ciekawe cyfry przedstawiają wypadki katastroficznych, jakich w ciągu istnienia Pogotowia było 249. Najwięcej przypada ich na czas rewolucji w r. 1905-07.

Pogotowie od samego założenia urządzało posterunki, których cyfra dosięgła 841, od wybuchu wojny zakładało ogniska publiczne, w których żywiono 292.657 osób. W ydatki Pogotowia w przeciągu lat 20 wyniosły 928.162 rb. 18 kop.

NOWY AKT MOCARSTW CENTRALNYCH

Niemcy znajdują się obecnie w sytuacji nader zawiłej. Chodzi im o to, aby dojść do porozumienia z Rosją, oderwawszy ją poprzednio od Koalicji. Ale niewiadomo z kim w Rosji się układać, albowiem jest ona teraz krajem niespodzianek. W chwili kiedy prasa niemiecka rozgłosiła po całej Europie, że rządy Państw Centralnych przygotowują dla Polski nowy ustrój, i że ów ustrój postawi Polskę na jednym poziomie z innymi krajami niezależnymi, w Rosji generalissimus Kornilow postanowił urządzić zamach stanu, uwięzić Piotrogrodzki Rząd Tymczasowy i obwołać się dyktatorem, a może i zaprowadzić na nowo monarchję, gdyby mu się zamach udał.

Niemcy natychmiast przerwali swą ofensywę na północ od Rygi, choć było to sprzeczne z najprostszą regułą taktyki wojskowej. Ale względy wojskowe musiały ustąpić przed politycznymi. Niemcy czekali... A jednocześnie i proklamacje do narodu polskiego czekały również.

Przez dziwny zbieg okoliczności reskrypty dwóch cesarzów zostały ogłoszone w Warszawie i w Lublinie dopiero dnia 15 września, to jest właśnie wtedy, kiedy świat cały już wiedział, że zamach Kornilowa się nie udał. Jednakże akty Państw Centralnych noszą datę 12 września, aby przypadkiem opinia publiczna w Polsce nie posądziła Austro-Niemców o dwulicowość.

Po tym krótkim wstępie, w którym chcieliśmy podkreślić ścisłą łączność, jaka zawsze istniała pomiędzy polityką niemiecką w Polsce a polityką niemiecką względem Rosji, przejdźmy do rozpatrzenia dekretów Państw Centralnych, które określają nowy ustrój « państwa 5-go listopada. » Przedewszystkiem skonstatować należy, że nie stało się tak jak prasa przewidywała, to jest, że Królestwo Polskie bynajmniej nie weszło do monarchji habsburskiej jako trzecie państwo składowe. Nie zniesiono nawet podziału Królestwa na dwie okupacje.

Cesarz Wilhelm von Beselerowi, a cesarz Karol hr. Szeptyckiemu, przesłali odrębne i jednokrotne treści reskrypty, datowane dnia 12 września, w których zmiejsza stwierdzają jednoznacznie, że « ciężkie warunki wojenne nie pozwalają jeszcze, aby nowy król dodał blasku starożytnej koronie polskiej, ani aby polski parlament, wybrany na zasadzie powszechnego głosowania, mógł zacząć obradować dla dobra kraju ». Jednakże chcą Państwa Centralne powierzyć zarządkarstwo nowej Radzie Stanu opartej na jaknajszerszych podstawach. Państwa Centralne powierzą Rządowi polskiemu « najważniejsze sprawy krajowe », a sobie zarezerwują tylko « prawa narzucone przez wojnę ». ... Znacząco to bardzo dużo i Niemcy po dawnemu mogą robić w Polsce co im się będzie podobało, albowiem zmuszeni są do tego przez « ciężkie warunki wojenne ».

Bynajmniej nie mamy zamiaru zarzucać Niemcom, że postępują niekonsekwentnie. Wierzymy, że prowadzą oni w Polsce taką politykę, jaka jest dla nich najwygodniejsza. Każdy naród powinien mieć na względzie przede wszystkim swój własny interes. Lecz z drugiej strony nie nasza to wina, jeśli polityka narodowa polska, to jest dążność do zjednoczenia ziem polskich i do niepodległości, jest polityce Niemców przeciwna. Z tej prostej racji będziemy sobie wrogami, dopóki Polacy nie dopną swych zamiarów. Dla tej właśnie przyczyny, żadne rozwiązanie kwestji polskiej przez Państwa Centralne nie może zadośćuczynić Polakom.

W dekrete, który rzuca w ogólnych zarysach ustrój « państwa 12 września », powiedziano wprawdzie, że « władza naczelna należy tymczasowo do Rady Regencyjnej złożonej z trzech członków » (Artykuł 1.), lecz niecodalej zastrzegają sobie Państwa Centralne, że « oprócz tego organu (Rady Regencyjnej) gubernator (von Beseler, gdyż on ma władzę w Warszawie, a hr. Szeptycki nie ma nawet prawa protestować przeciwko jego rozkazom) może wydawać rozporządzenia mające moc prawną, lecz tylko po odczytaniu owego rozporządzenia Radzie Stanu ». ... Więc Rada Stanu będzie miała przywilej wysłuchania po raz pierwszy tekstów rozkazów von Beselera, zanim takowe uzyskają moc prawną — to wszystko. Aby zaś się przyszyła Rada Stanu nie łudziła co do swej władzy, podkreślono w dekrete owym (art. 2, § 2.), że « rozporządzenia gubernatora nie mogą być zmienione lub odwołane inną drogą, jak tylko tą, przez którą weszły w życie. » Co znaczy w języku zwykłym, że von Beseler odwoła swe rozporządzenia, jeśli mu się będzie podobało.

Zaś rozporządzenia Rady Stanu muszą być przedstawione do zatwierdzenia niemieckiemu satrapie, i będą mogły być zastosowane tylko wówczas, jeśli po upływie dni czterdziestu niepodnie się on żadnego protestu.

Dalej czytamy w dekrete, że sądownictwo przejdzie w ręce polskie, ale nie wspomina się wcale o szkolnictwie! A wszakże wychowanie młodzieży naszej w duchu czysto polskim jest rzeczą najważniejszą. Widać więc jasno podług tej pobieżnej charakterystyki czym jest ów stawetny nowy ustrój państwa polskiego. Z punktu widzenia politycznego, nie się zmieniło w stanowisku kraju względem Państw Centralnych; nie się również nie zmieniło w stanowisku emigracji polskich względem Kraju i tychże Państw Centralnych.

Kraj jest pod butem pruskim, więc jeśli politycy nasi z pod wszelkich chorągwi starają się zmniejszyć nieco ciężar, jaki na narodzie spoczywa, jeśli chcą oni przejąć w ręce swe administrację kraju, sądownictwo lub szkolnictwo, to tylko wdzięczność im wyrazić możemy. Aby do tego dopiąć muszą oni porozumiewać się z władzami okupacyjnymi — to jest niewątpliwe. Korzystając z tych okoliczności, mała cząstka społeczeństwa kierowana przez kilku szalonych, którzy wierzą w siłę Niemiec (co im możnaby jeszcze wybaczyć), i którzy ufają w ich obietniki (co dowodzi naiwności i co jest szkodliwe), stara się wciągnąć Polskę w sferę wpływów Państw Centralnych, aby związać w ten sposób przyszłość naszego kraju z losem najniebezpieczniejszego z naszych wrogów. Przeciwno podobnemu postępowaniu kraj nie może zaprotestować, albowiem sfery polskie, stojące na terenie aktu 5 listopada, mają poparcie władz niemieckich, a wszelkim oponentom jawnym grozi los Piłsudskiego. Przeto jest obowiązkiem emigracji, aby jasno i bez ogródek wypowiedziała swą opinię. Milczeć nam nie wolno, gdyż w razie przeciwnym kraj, kiedyś, mógłby nam zrobić zarzut, że nie będąc skrepowanymi względami politycznymi, że ciesząc się wolnością słowa, nie protestowaliśmy przeciwko niemieckim zabiegom w Polsce.

A więc we własnym imieniu oświadczamy jasno i otwarcie, że nie znamy aktu 12 września, ponieważ jesteśmy głęboko przekonani, że Niemcy, a więc i Austria, nie mogą stworzyć niepodległego Państwa Polskiego, albowiem nie zgadzają się do z ich względami politycznymi. Uważamy natomiast, że akt 12 września, podobnie jak i akt 5 listopada zeszłego roku, są tylko manewrami politycznymi Państw Centralnych, w celu nadania sobie liberalnego płaszczyka. Poddając się decyzjom Niemiec pracowalibyśmy dla Berlina.

Odbudowa zjednoczonej i niepodległej Polski leży tylko w interesie Koalicji. Wszelkie wysiłki nasze powinny być więc skierowane ku temu, aby Koalicja jasno i otwarcie wypowiedziała się co do kwestji polskiej. Nie obawiamy się o rodaków naszych w kraju. Dotychczas nie dali się oni wziąć na niemiecki lep — jest więc w tem dla nas gwarancja, że ludzi rozumnych, umiarkowanych, trzeźwo na rzeczy patrzących, jeszcze w Warszawie nie brak.

KAZIMIERZ SMOGORZEWSKI.

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratorzy POLONII, abonament których skończył się z dniem pierwszym września, proszeni są o wnieśienie wczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

— Z Sosnowca.

Korespondent « Iskry » sosnowieckiej donosi o następującym charakterystycznym fakcie: Oto do jednego z dyrektorów kopalni, w której robotnicy porzucili pracę, zgłosiło się 3-ch delegatów związków i partji, celem wejścia w układy. W toku rozmowy jednak okazało się, że « delegaci » reprezentują... 35 robotników, należących do trzech różnych związków partyjnych, pod czas gdy w kopalni pracuje do 1.000 ludzi. Oczywiście, układy nie doszły do skutku.

Czytamy w « Kurjerze Zagłębia »: « W ostatnich czasach pralnie nasze wprost prześcigają się w śrubowaniu cen. Np. za uprasowanie 3 kolnierzy i 2 par mankietów bez prania, pewna pralnia każe sobie płacić aż 2 mk. 80 fenigów. Niedługo czekać, a powstanie znów projekt założenia w naszym mieście « klubu nagusów » na wzór « bosonogich ».

Na mocy rozporządzenia naczelnika powiatu, środki żywnościowe, jako to: kawa surowa i palona, herbata, kakao, czekolada w ilości ponad 5 kg. winny być do dnia 16 sierpnia r. b. zameldowane w biurze kupieckim w Sosnowcu. Do zameldowania obowiązani są wszyscy handlarze i składnicy.

KRECHOWCE

P. Stanisław Widomski pisze w « Gazecie Polskiej »:

Na ponurem tle zdrady i tchórzostwa, na którym odbywał się ów niesłychany w dziejach « odwrót » XI armji, wykwiłi zajaśniał oślepiającym blaskiem obraz polskiego bohaterstwa.

W okolicach Stanisławowa, pod Krechowcami, jedna z nielicznych cofających się w porządku dywizji, znalazła się otoczoną przeważającymi siłami Niemców. Wedle doniesień pism rosyjskich, wydano rozkaz polskiemu pułkowi ułanów « by uratował sytuację ». Nie zbierając się na mityng, ani nie licząc z górą sześć razy liczniejszego nieprzyjaciela, wykonali polscy ułani szarżę, przerastającą warunkami współczesnej techniki wojennej słynny atak polskiego pułku szwoleżerów pod Sommo-Sierra, dokonany pod okiem wielkiego wodza Francuzów.

Sześć razy, wśród ulewy pocisków i kul wyrzucanych z błyskawiczną szybkością przez dziesiątki karabinów maszynowych, rzuciła się jazda polska na przeważające siły niemieckie, aż wreszcie nietylko rozbiła żelazny łańcuch jaki ścisnął broniącą się dywizję, ale i samego przeciwnika zmusiła do szybkiego odwrotu.

Wódz armji rosyjskiej, który sam osobistym męstwem i siłą ducha zdobył sobie przodujące miejsce w swoim narodzie, generał Kornilow, zestawiając tę szarżę z atakiem pod Sommo-Sierra, w słowach pełnych zachwytu podnosi polskie bohaterstwo i widzi w niem najlepszą rękomię przyszłości Polski.

Z uczuciem głębokiego wzruszenia i dumy przyjmuje dziś Polak wieść o boju pod Krechowcami. Oddając jednak cześć bohaterskim uczestnikom tego boju, których imiona stanęły w historii obok Niegolewskich i Kozietulskich, winniśmy sami dociągnąć się męstwem i hartem ducha jako żołnierze, ofiarnością i dobrą wolą jako obywatele, do wyżyn tego poświęcenia, na których jaśnieją Krechowce. A z boju tego winniśmy dalej wynieść jedną naukę, wynieść ją dla siebie i obcych.

Oto widzimy w tem potężny przejaw siły orężnej polskiej, tryumf idei polskiego wojska. Żołnierz polski postawiony na każdym posterunku spełni swój obowiązek. Czy w mundurze rosyjskim, czy austriackim, czy pruskim, męstwem zdobył sobie powszechny szacunek. Ale do czynów na miarę historyczną zdolny jest tylko wówczas, gdy walczy w wojsku polskiem. Nie jest to rzeczą przypadku, że z dziejów obecnej wojny dochodzą do nas z przeciwnej strony kordonu odgłosy polskiego bohaterstwa dokonane tylko — przez polskich galicyjskich legionistów, a po tej stronie wpisuje Krechowce do księgi dziejów, polski pułk ułanów.

Nieprzejrzane są bowiem siły tkwiące w idei narodowej. Umieć te siły obrócić na pożytek dobrej sprawy — oto najdonioślejsze zadanie polityków i kierowników narodu. Lecz doniosłość tych sił ocenić mogą tylko ludzie obdarzeni zmysłem rzeczywistości i sami gorejący ogniem czystego patriotyzmu.

Przykładów takiego patriotyzmu dostarcza całemu światu Francja i tam też odrazu pojęto i w gnieniu oka rozwiązano kwestję armji polskiej. Nie pojęto jej i nie doceniono w Rosji. Rząd, który z własnej ojczyzny uczynił doświadczalnego królika poddanego wiwisekcji dokonywanej tępych nożem doktrynerstwa, nie rozumiał oczywiście, jaki bezmiar nowych sił na użytek wspólnej sprawy możnaby wyzwolić powołując do życia armję polską.

Może przynajmniej w dniach trwogi, kiedy sumienie i poczucie odpowiedzialności zaczyna wyswabzać się z pęt ulicznej demagogji i

krzykactwa, i kiedy z drugiej strony trwanie przy programie « pénétration pacifique » w głąb Polski, byłoby wprost tragicznym anachronizmem, może w tej chwili skupienia myśli i woli, znaleźć się miejsce na zrozumienie idei polskiego wojska.

A wtedy atak pod Krechowcami wzięby nową postać. Te, z której otwierają się horyzonty sławy dla milionowej armii polskiej, z której widać Warszawę, Śląsk, Kraków i Bałtyckie morze...

SPRAWA WYŻYWIENIA KRÓLESTWA

Lwowska « *Gazeta Poranna* » podaje następujące szczegóły z wywiadu z p. Machnickim, który z polecenia magistratu warszawskiego odbył podróż w sprawie zakupu żywności do Szwajcarii.

— Pierwszą konferencję — mówił p. Machnicki — w sprawie aprowizacji Warszawy odbyliśmy w Zurychu z miejscowym oddziałem « *Alliance Israélite Universelle* », z którym p. Farbsztajn (towarzysz p. Machnickiego) miał dawne stosunki, i które rozporządza wielkimi wpływami we Francji i Londynie. Sjonisci poinformowali nas dokładnie gdzie i do kogo zwrócić się w Szwajcarii. Wyjechalśmy też zaraz w nocy, po jednodzielnym pobycie w Zurychu, do Berna. Tam złożyliśmy, przedewszystkiem wizytę p. Schultheissoviprezydentowi Rady Związkowej Szwajcarskiej.

— Łatwo było uzyskać audiencję?
— O wiele łatwiej, niż u niejednego radcy w naszych instytucjach...

Prezydent przyjął nas zyczliwie, a z chwilą, gdy mu przedstawił list uwierzytelniający od prezydenta ks. Zdzisława Lubomirskiego, którego osobistość jest nadzwyczajnie popularna w Szwajcarii, z zupełną szczerością oświadczył, że w takim razie wszystkim czem może, służyć będzie i poprze nasze zamiary.

Z informacji, jakich nam udzielił, okazało się, że istotnie Szwajcaria posiada znaczne zapasy produktów spożywczych, które chętnie Polsce odstąpi. Zapasy te nie pochodzą z własnej produkcji rolnej Szwajcarii, jest ona ograniczona i nie wystarcza dla samych nawet Szwajcarów. Te 51 wagonów ryżu, jak i olbrzymie partie innych artykułów spożywczych, które może użytkować Polska, są własnością kilku konsorcjów kupieckich niemieckich i austriackich, zasekwestrowane pod rozkaz Koalicji, kiedy przytęczyły się Włochy do Ententy. Znajdują się one w dobrym stanie. Ponieważ ich wywieźć ze Szwajcarii do Niemiec i Austrii nie wolno, a z drugiej strony na zasadzie traktatów handlowych Szwajcaria otrzymuje wystarczające dla niej samej kontyngenty żywności od państw Koalicji, przeto mogą być one dostateczne Polsce.

— Tylko...
— Potrzeba na to z jednej strony zezwolenia władz niemieckich, a z drugiej Koalicji. Kanceler Bethmann Hollweg, do którego telegraficznie się zwróciłem, odpowiedział, za pośrednictwem ambasadora niemieckiego, że przeszkód żadnych stawiać nie będzie.

— A Koalicja?

— Z nią porozumiewaliśmy się za pośrednictwem zrazu ambasadorów, rezydujących w Bernie, a potem wprost. Wysłałem depezę do Piotrogradu do ks. Lwowa, barona Kronenberga i p. Lednickiego, do ministra spraw zagranicznych francuskiego, wrzeszcie do Lloyd'a George'a. Odpowiedź była przychylna, ale warunkowa: o ile mianowicie Rząd szwajcarski zagwarantuje swobodny bez przeszkód dowóz żywności do Warszawy. Rada Związkowa Szwajcarska z początku wprost przeciwnie zajmowała stanowisko. Żądała gwarancji od Koalicji. Ale w końcu, dzięki poparciu, jakie uzyskaliśmy od kierownika wydziału politycznego, sławnego dziś p. Hoffmanna, dzięki energicznej akcji komitetu w Vevey, który naszą sprawę wziął gorąco do serca i ujął w swoje ręce, udało nam się pertraktacje w znacznej części przeprowadzić. Rząd szwajcarski złożył piśmienną gwarancję.

— Więc cóż jeszcze stoi na przeszkodzie dowozowi żywności do Warszawy?

— Jeszcze Anglija nie udzieliła swej zgody. Francuski minister spraw zagranicznych depešował, że osobiście zgadza się, ale muszą się porozumieć w tej sprawie z Lloydem George'em, który żywi pewne obawy co do skuteczności naszej akcji.

— Jaki jest na to sposób?

Rada Związkowa Szwajcarska uznała za ko-

nieczny przyjazd ks. Zdzisława Lubomirskiego, którego imię otacza wielką czcią. Ze swej strony zagwarantuje wysłanie żywności zasekwestrowanej, jako towaru państwowego przez prezydenta.

— Czy są szanse, że książę Lubomirski uzyska zgodę zupełną Ententy?

— Są wszystkie jakie tylko mogą być. Wprost nie do uwierzenia jest urok, jaki otacza jego osobę wśród Szwajcarów i państw Koalicji. Za jego gwarancją i wpływami nie tylko zasekwestrowaną żywność moglibyśmy otrzymać, ale wogóle zorganizować całą dostawę zapasów z Ameryki do Polski. Przekonał się o tem i rząd niemiecki, otrzymawszy wiadomość od swego przedstawiciela w Szwajcarii.

O ile ks. prezydent oświadczył wda się w tę sprawę i pojedzie dla rokowań do Szwajcarii, to, wobec nadzwyczajnie zycziwego zainteresowania państw neutralnych kwestją aprowizacji naszego Kraju, nie tylko uda mu się sprowadzić jednorazową masę żywności, ale wogóle zorganizować zaopatrzenie Polski w żywność na cały czas wojny, która przeciągnie się — według opinii Szwajcarów — jeszcze conajmniej półtora roku. Wszystko więc jest w ręku księcia-prezydenta. Od niego zależy wyżywienie Warszawy i Kraju całego przez cały ciąg długiej jeszcze wojny.

Przyp. Red. Jak wiadomo z doniesień późniejszych ks. Lubomirski jeździł następnie do Szwajcarii po partję ryżu dla Królestwa, na której wywóz pozwolił Rząd francuski i angielski.

MY, A WOLNA UKRAINA

Pod powyższym tytułem, pisze p. Leon Radziejowski w « *Dzienniku Kijowskim* » z 15 lipca b. r.:

Naród polski cieszy się, że zmartwychwstaniu politycznemu jego Ojczyzny, z woli Opatrzności, towarzyszy zorza lepszego jutra bratniej Rusi.

Polska i Ruś, po tej krwawej, niszczącej wojnie, gdy umilknie huk działa i gdy się rozwieją dymy pożarów, staną wobec siebie jako wolni sąsiedzi i, chcemy wierzyć, sąsiedzi zgodni i przyjaźni.

Ale naród ukraiński nie jest tylko naszym narodem-sąsiadem, nie tylko stykają się z nim nasze kopce graniczne...

Od wielu wieków część narodu polskiego pospołu z narodem ukraińskim ziemie ruskie zamieszkuje.

Od wieków Polacy razem z Ukraińcami dzielą losy tego kraju, w jego życiu biorą udział najczynniejszy. Polacy na ziemiach ruskich osiedli razem z synami tej ziemi na zgliszczach i rumowiskach dawnego dobrobytu, zniszczonego przez najścia dzikich koczowników, wznosili wsie i grody; razem z ludem z nad Dniestru, Bohu i Dniepru, mieszkańcy z nad Wisły zaludniali tu pustkowia, najczęściej na wieki zatracając swe odrębne oblicze narodowe.

Łała się oblicze krew polska wspólnie z krwią ruską w obronie granic Ukrainy i ileż chlubnych kart z tej bohaterskiej epopei zachowała po dziś dzień historia.

Wasz późniejsza, krwawa i straszliwa doprowadziła nas w końcu do wspólnej niewoli, a w ogniu jej mąk i doświadczeń wyzbyła się dusza polska i urazy i niechęci wszelkiej.

Marząc o wolności swego narodu, o wolności Polski, podnosząc broń przeciwko ciemnicy — caratowi — Polacy nie przestawali marzyć o wolności tych ziem, z którymi związała ich historia. Nie rozumiała nas wówczas Ukraina, ale nie jej w tem wina i nie naszą jest dziś rzecz wskazywać narodowi ukraińskiemu szlaki jego przyszłości.

Dzielnac zaś z narodem tym dobre i złe losy, my Polacy kresów dawnej Rzeczypospolitej — dzisiejszej Ukrainy-Rusi — gorąco ukocharaliśmy tę ziemię, czuliśmy się zawsze jej obywatelami-tubylcami i w miarę sił, o ile mieliśmy przez ucisk carski nie skrepowane ręce, staraliśmy się dla dobra tego kraju pracować.

Dziś, w obliczu chwili-dziejowej musimy to nasze polskie w tym kraju stanowisko zaakcentować mocno i wyraźnie.

My, Polacy na Rusi, społecznie zróżniczkowani, a więc: ziemianie, inteligenci-zawodowcy, przemysłowcy i kupcy, włościanie, rzemieślnicy i robotnicy, wszyscy uważamy siebie za prawowitych obywateli tej ziemi i tytułem tego obywatelstwa, dziejami stwierdzonego i popartego naszą gorącą chęcią udziału w budownictwie przyszłości Ukrainy-Rusi, mamy niezaprzeczone prawo do uznania naszych potrzeb religijnych, narodowych i kulturalnych, odpowiednio do

naszej tu rzeczywistości, nie tendencyjnie przedstawianej liczebności naszej tu roli kulturalnej i ekonomiczno-gospodarczej.

To nasze prawo otwarcie opieramy nie na teoretycznej zasadzie praw mniejszości narodowościowej, gdyż prawa mniejszości takiej każdemu narodowi na wolnej ziemi przysługiwać winny, ale właśnie na podstawie naszego tu obywatelstwa, krwią, przywiązaniem do ziemi i pracą zdobytego.

Nie przestając być częścią wielkiego narodu polskiego i żyć jego życiem duchowym i jego idealami, które są wolne i czyste, — my Polacy na Rusi — bez wszelkich celów ukrytych i niedomówień, fakt naszego obywatelstwa Ukrainie stwierdzamy. W wolnej zaś Ukrainie, która sama o sobie stanowić pragnie, w zgodzie z narodem ukraińskim i innymi społeczeństwami tu zamieszkałymi, w pracy dla dobra tej ziemi nikomu wyprzedzić się nie damy.

Z wiarą przeto patrzymy w przyszłość, i chcemy by to oczekiwane jutro Ukrainy było szczęśliwe i jasne, by było owocem wspólnej, zgodnej pracy wszystkich obywateli tej ziemi.

KWESTJA ARMJI POLSKIEJ W ROSJI

• W sprawie polskiej sily zbrojnej.

Biuro Prasowe przy Polskim Komitecie Narodowym ogłasza:

« Z najpewniejszego źródła dowiadujemy się, że głównodowodzący wydał dn. 16 z. m. rozkaz nie rozformowywania polskiej dywizji, a po starannem oczyszczeniu jej od szkodliwych elementów, przy udziale komisarza Perzyńskiego, przemieścić ją bez inwentarza dywizyjnego na front zachodni. Tutaj dywizja będzie zreformowana, obejmując cały inwentarz jednej z dywizji tego frontu i, zachowując nazwę N-iej polskiej dywizji strzelców, wejdzie w skład N-go polskiego korpusu, obok innej polskiej dywizji strzeleckiej, tworzonej obecnie z dywizji rosyjskich. Razem z obecną polską dywizją będą przerzucone na front zachodni polskie prywatne instytucje sanitarne, czołowe oddziały opatrunkowe polskiego Komitetu Pomocy Sanitarnej i ruchomy oddział Związku Ziemców.

« Wszyscy oficerowie i żołnierze, pragnący pozostać w polskiej dywizji, muszą złożyć deklarację, zatwierdzoną przez Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego. »

Wiadomość niniejsza kładzie kres wszelkim rozsiewanym tendencyjnie plotkom o rzekome rozformowaniu pierwszej dywizji polskiej.

• Polska Dywizja Strzelecka.

Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego informuje prasę polską w Rosji:

« Polska Dywizja Strzelecka zostaje przeniesiona na miejsce, gdzie się znajduje nowoformująca się *Korpus Polski*. »

• Rozkaz do 1-go Korpusu Polskiego.

POLACY-ŻOŁNIERZE!

Zbliża się chwila urzeczywistnienia naszych najgorętszych pragnień: Rewolucja rosyjska, znosząc tyranję caratu, wyzwoliła naród polski z niezasłużonej ciężkiej niewoli.

Jako jeden z głównych celów, o które toczy się wciąż przedłużająca się wojna, uznano odbudowanie Polski i, jako pierwszy krok dla osiągnięcia tego, rozpoczęto formowanie silnej, samodzielnej jednostki bojowej polskiej.

Niech ta radosna chwila, oczekiwana przez nas z upragnieniem od stu lat, przeszło, wryje niezatarty ślad w naszych sercach!

Powołani wolą Opatrzności do rozpoczęcia twórczej pracy odbudowy przyszłej wolnej Polski, winniśmy poświęcić Ojczyźnie naszej wszystkie siły duchowe i fizyczne. Na nas spada obowiązek założenia trwałych podwalin tego dzieła, gdyż od powodzenia jego zależy cała przyszłość gorąco umiłowanej Ojczyzny.

Przystępując do tej odpowiedzialnej pracy, musimy niezłomie pamiętać, że:

Najzawziętym wrogiem polskiego narodu i w ogóle całej Słowiańszczyzny były, są i będą Niemcy. Potęgą pruska wyrosła i zmężniała z krwi i kości naszej Ojczyzny. Wskreszenie Polski — to groźne niebezpieczeństwo dla potęgi niemieckiej i odwrotnie: zwycięstwo Niemiec — to zguba Polski. Odpowiedzialni przed potomnością musimy, nie bacząc na żadne ofiary, walczyć o nasze narodowe ideały.

Wolna Polska może istnieć tylko obok wolnej

Rosji i w łączności z jej walecznymi sprzymierzeńcami.

Będziemy im wierni do końca.

Naród nasz przeżywa ciężkie doświadczenia, gdyż rozsiadani jesteśmy w szeregach państw walczących i wyzuci z ziemi rodzinnej. My, Polacy, wierni hasłu wypisanemu na naszych sztandarach: « Za naszą i Waszą wolność », wielokrotnie przelewaliśmy krew za innych, a sami wolności nie zaznaliśmy. Obecnie los znów nas doświadcza. Chociaż niepodległość nasza ogłoszona — należy ją jeszcze zdobyć. Środek do tego jedyny: oręż w doświadczonym ręku polskiego żołnierza. Dlatego też powinniśmy wziąć udział w toczącej się obecnie niebywałej wojnie, gdyż jej przebieg rozwiązać ma los narodów świata — być wolnymi lub niewolnikami.

Więc spólem po pracy!

Prześlągnięta krwią ojców i braci Ziemia Nasza Rodzinna wzywa nas do czynu bohaterkiego.

Postawiony na czele Waszych szeregów, w imieniu najlepszych synów naszego Narodu żądam od was tradycyjnej żelaznej karności i całkowitego poświęcenia się sprawie. Tylko to doprowadzi do urzeczywistnienia upragnionego przez każdego z nas marzenia — Niepodległości i Zjednoczenia wszystkich ujarzmionych zaborów Polski.

Dowódzca Korpusu :

Generał-Porucznik

Dowódca Muśnicki.

Zgodnie z oryginałem :

Podporucznik **Bagiński.**

• **Ze Związku Wojskowych Polaków Okręgu Moskiewskiego.**

Dnia 10 z. m. powrócił z Piotrogradu członek Rady, chor. Milkowski. Konferował on tam z członkami Polskiego Komitetu Wojskowego, jen. Jacyną i kapitanem Przeździeckim.

Wyjaśniło się, iż praca nad wprowadzeniem w życie pamiętnych uchwał z dnia 6 czerwca r. b. wre w całej pełni. Uzyskano już pozwolenie na całkowitą polonizację dwóch korpusów armji rosyjskiej, co zaś do formowania polskich oddziałów w garnizonach tyłowych, to kwestja ta nie jest rozstrzygnięta. Wszyscy rodacy-wojskowi proszeni są o przesyłanie do Naczelnego Komitetu Wojskowego (Piotrogród, ul. Gogola Nr. 8 m. 4) kart rejestracyjnych z wymienieniem: imienia, nazwiska, rangi, daty urodzenia, specjalności wojskowej, miejsca służby, miejsca pochodzenia, zajęcia przed wojną, naglących potrzeb, nagród wojskowych, stanu zdrowia (wymienić rany, kontuzje, choroby nabyte na wojnie etc.), daty powołania do szeregów i wykształcenia; nadto chcący służyć w oddziałach polskich winni to zaznaczyć.

Wszystkie Związki W. P., uznające Naczelną Komitet Wojskowy za polską naczelną władzę, wojskową, winny nadesłać odpowiednie deklaracje.

Komisja wojskowa jen. Bylewskiego uchwałała złączyć się z Naczelnym Komitetem dla wspólnej pracy.

Chor. Milkowski konferował też w Piotrogródzie z prezesem Komisji Likwidacyjnej p. A. Lednickim.

Wobec licznych zapytań pod adresem Związku, Rada ma honor oświadczyć publicznie, iż Związek stoi całkowicie na gruncie uchwał Zjazdu w Piotrogródzie i członkowie Rady: dr. Sobański, chor. Bisping i chor. Zarebski wchodzi w skład Naczelnego Komitetu Wojskowego.

*Członek Rady
chorągry Stefan Milkowski.*

• **Bohaterstwo ułanów polskich.**

Z Kopenhagi telegrafują do « *Gazety Polskiej* »: Prasa polska w Galicji i Wielkopolsce sławi bohaterstwo ułanów pod Krechowcami i w Stanisławowie.

Ludność Stanisławowa wspomina z uznaniem, oprócz wymienionych uprzednio, nazwiska następujących jeszcze ułanów: rotmistrza Dziewickiego, poruczników: Hr. Pruszyńskiego i Chrzęstowskiego, kornetów: Jastrzębowski i Nankentro (?), oraz lekarzy Kurnatowskiego i Kornaszewskiego (?).

Prasa galicyjska oświadcza, że list pułkownika ułanów, Mościckiego, winien być zamieszczony w wypisach szkolnych na równi z listem księdza Świejkowskiego.

KRONIKA PARYSKA

• **Osobiste.**

Dnia 18 września, w kościele polskim Wniebowzięcia przy ulicy St-Honoré, kapelan Armji Polskiej, ks. Jan Więckowski, pobłogosławił związkowi małżeńskiemu porucznika Mieczysława Rodzyńskiego z panną Eugenją Cichocką, kuzynką pani Dr. Dowojno-Bienaimé. Uroczystość odbyła się w kółku rodzinnym, jednakże wielu oficerów Armji Polskiej było obecnych w kościele. Podczas mszy śpiewał p. P. Kardec-Kleczkowski, były śpiewak Opery Paryskiej, a obecnie oficer Armji Polskiej. Jak wiadomo czytelnikom naszym, porucznik Rodzyński jest najślawniejszym wolontarjuszem polskim, albowiem został ranny cztery razy i był siedmiokrotnie cytowany w rozkazach dziennych. Pierś jego zdobi Medal wojskowy i Krzyż Wojny z palmami i gwiazdkami. Młodej parze zasyłamy serdeczne życzenia pomyślności.

• **Ze Szkoły Polskiej.**

W Szkole Polskiej Batinjolskiej nauki rozpoczyna się dnia 2 października po południu. Zebranie Rady Szkolnej, które się odbyło w niedzielę dnia 16 września, zapewniło zakładowi pewny byt na nowy rok szkolny, pomimo ciężkich warunków wojennych, które dały się we znaki wszystkim instytucjom polskim w Paryżu.

• **Dla naszych żołnierzy.**

Uprzejmie prosimy czytelników naszych i przyjaciół o posyłanie do obozu Armji Polskiej dla naszych żołnierzy: papieru listowego, kopert, odkrytek, tytoniu, papierosów, a także książek, pism ilustrowanych i wszelkich innych drobiazgów, które mogą żołnierzom być potrzebne.

Przedmioty powyższe należy przysyłać na ręce księdza kapelana Jana Więckowskiego, pod następującym adresem: *Dépôt de troupes polonaises, Sillé-le-Guillaume (Sarthe).*

Francuska, która przez 18 lat była w Polsce opiekunką dzieci i zastępowała gospodynię domu; która posiada najlepsze referencje — poszukuje odpowiedniego zajęcia w Paryżu lub okolicy. Oferty w « *Polonii* » dla *Mlle Blanche.*

VITTEL

GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
**ARTRETYZM — SKLEROZĘ
REUMATYZM — PODAGRĘ**

Można nabyć w *Administracji POLONII*:

- 1) **Podręcznik do nauki języka francuskiego**, cena, 2 fr.; z przesyłką, 2 fr. 20.
- 2) **Album Polaków w Armji Francuskiej**, cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 3) **Francja i Polska w przestrzeni wieków**, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50 (zagr. 6 fr.).
- 4) **Znaczek polski z białym orłem**, 3 fr. z przesyłką; zagranicą, 3 fr. 50;
- 5) **Szpilka z orzełkiem**, 2 fr. 50 z przesyłką; zagranicą, 3 fr.
- 6) **Odkrytki narodowe polskie**, różne, tuzin, 1 fr.; z przesyłką, 1 fr. 25.
- 7) **La France pour la Pologne** (ankieta) 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 8) **La Petite Encyclopédie Polonaise**, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50.
- 9) **La Pologne Immortelle**, 3 fr. 50; z przesyłką, 4 fr.
- 10) **Nalepki z orzełkiem polskim dla propagandy**, 1 fr. 50 tuzin; z przesyłką, 1 fr. 65.
- 11) **Podręcznik do nauki języka polskiego dla Francuzów**, cena, 3 fr. 50; z przesyłką, 3 fr. 90; oprawy 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 40.

W druku:

Śpiewnik narodowy z nutami i Książka do nabożeństwa.



**MAGAZYN
KUŚNIERSKI**

CHARLES

39, rue de Moscou, 39

Pierwszorzędne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON
112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPIJE: PERŁY, — DROGIE KAMIENIE
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Teleph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• **FUTRA — WYROBY FUTRZANE** •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Rieher, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ
88, RUE DAMREMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

**WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —**

(Właściciel: **Edm. DENIZOT**)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^o 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^o 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawy w jeden tom, wyczerpane 4 fr. 50 cent.

Wszystka pocztą za dopłatą 10 0/0.

Do nabycia we wszystkich księgarniach i w *Administracji "Polonii"*.

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE LE RENNES.